Numéro 13 mars 2020

RICOCHETS

prix libre

Média de contre pouvoir, participatif & d'expression libre dans la Drôme

copyleft

www.ricochets.cc

édito

Ça fait maintenant pas loin de 3 ans que Ricochet à pris vie comme un pari pour tenter de contrer l'information dominante, proposer un espace de liberté pour publier des textes ou d'autres formats, offrir un lieu à la fois virtuel pour s'organiser et s'informer et un journal papier qui tente lui de sortir tout les trimestres afin de ne pas rester uniquement sur la toile...
Malgré un certain esseulement et le fait que finalement ce beau projet repose sur bien peu de gens on ne perd pas la niak et on fait donc à la hauteur de nos moyens. On rêve parfois de se diffuser partout, de doubler les médias mainstream, d'être un des outils pour attiser le vent de la révolte. Ce rêve s'approche parfois de la réalité...
Il ne manque plus que vous pour qu'on transforme ce rêve afin qu'il devienne le cauchemars des puissants, une épine dans le pied de Goliath, une brèche dans la prison à ciel ouvert qu'ils tentent de nous imposer...

Allons, voilà de bien grand mots, allez vous nous dire pour un édito de ce nouveau numéro papier !
Mais pour piquer les mots de Jerôme Bashet dans une lettre qui nous vient des contrées du Mexique, chez les zapatistes :
« **il peut nous être précieux de garder à l'esprit ce que les zapatistes ont l'habitude de dire : jusqu'au jour d'avant, tout paraît impossible...** »

Sur la place du marché

Sur la place du marché
Nos rêves sont déplumés
Notre avenir désossé
Sur des balances faussées.

Un délire collectif
Dans un monde virtuel
Décide intempestif
Qui léchera les gamelles.

Les acheteurs aux dents longues
Et revendeurs dans l'heure
Crachent à la face du monde
Le vrai sens des valeurs.

On les voit qui s'agitent
Fiers d'une compétence
Qui est à la limite
Passible de la potence.

L'Homme est perdu de vue
Et c'est l'appât du gain,
Cette funeste vertu,
Qui scellera sa fin !

C. Filloch

? REBUS ? - en 12 lettres
49.3 = 14.3 + 196.8 + 187.1 + 178.9

« Les ouvriers de l'Education » : une jeune fille lors des manifestations précédentes d'écolier.e.s à Santiago du Chili : pour un accès à l'éducation gratuite pour toutes et tous !

Les stades de foot, lieu de politisation .. !

CHILI, soulèvement général

Le 18 décembre 2019 s'est produit le grand réveil d'un pays qui semblait endormi par les charmes de la consommation et le poids des crédits !
Encore une fois, comme en 2019 avec l'émergence des « pingouius » (avec leurs uniformes, ils font penser aux pingouins), les lycéen.e.s sont révolté.e.s contre l'injustice, la discrimination, la corruption, le répression.
L'augmentation de 30 pesos du billet de métro les a amenés à pousser les portes du métro, en déclarant que ce ne sont pas les 30 pesos, mais les 30 ans d'injustices qui ont marqué le point de départ d'une insurrection générale, avec comme consigne la désobéissance civile.
Les lycéen.e.s ont été rejoints par tous les travailleurs/euses, les instituteurs/trices, les enseignant.e.s, les immigré.e.s, les artistes, les élu.e.s locaux et pour la première fois dans un mouvement social général, les joueurs de foot ont rejoints les manifestant.e.s.
Le premier club fut le ColoColo avec ses joueurs qui ont piloté l'émancipation, ensuite se sont joints l'université du Chili, l'université catholique, puis les autres clubs professionnels, au point d'arreter le championnat national. Les joueurs ont notifié à la fédération nationale des clubs professionnels qu'ils ne joueraient plus tant que le gouvernement ne donnerait pas satisfaction aux revendications du Peuple révolté. Les dates fixéess pour le tournoi n'ont pas été honorées. Ils ont refusés de jouer et ont fait déclarer la fin du championnat, sans avoir un champion gagnant. Alors ils ont déclarés champion le club qui se trouvait en tête du championnat : le Wanderers Club de Valparaiso a été déclaré vainqueur pour l'année 2019 !

LES LYCÉEN.E.S SONT RÉVOLTÉ.E.S CONTRE L'INJUSTICE

ALGERIE

Les stades de foot ont été des lieux de politisation. Les premiers chants de manifestant.e.s qui occupent la rue sont la reprise des chants des supporters (ultras) de qui entr'autres critiquaient Bouteflika !

EGYPTE

Le pouvoir a fermé les stades de foot car devenus aussi lieux de politisation !

Jean Designe
Ancien joueur de foot amateur

Municipales 2020 : un outil permettant d'améliorer nos vies ?

On sait bien que les communes ont de moins en moins de pouvoir, qu'elles sont privées de moyens par l'Etat. On sait que les institutions en place, le capitalisme conquérant, l'individualisme, les classes sociales ne favorisent pas du tout le pouvoir d'agir sur nos vies.
Dans ce contexte, parler de démocratie, de dialogue égalitaire et de "vivre ensemble" apaisé est une mystification, un mensonge, ou pire, une manière d'étouffer et invisibiliser les conflits et les problèmes.
Néanmoins, vu l'océan abyssal de notre impuissance, **il est bon d'utiliser toutes les occasions pour faire avancer la cause de l'autonomie et de l'émancipation**.
On propose donc de voter pour les listes les plus engagées sur les questions écologiques, sociales, d'autonomie locale, pour celles qui entraveront le moins les projets collectifs de libération et de partage.

UNE CULTURE DE RÉSISTANCE

Pour enrayer vraiment les causes des catastrophes écologiques, climatiques et sociales en cours, il faudra bien sûr surtout amplifier les actions situées en dehors des institutions, attaquer le capitalisme et la civilisation industrielle. S'organiser, lutter, coopérer, construire, multiplier assemblées et groupes de discussion, pour quoi qu'il se passe **faire vivre dans chaque territoire une nécessaire culture de résistance tenace et multiforme**.

-> Retrouvez nos brochures et articles sur Ricochets.cc

Les Indiens du futur
indiensdufutur@riseup.net

Maison du peuple de Saillans

Le projet avance à grand pas... Après presque 1 année de discussions, de réflexions, de démarches, la maison du peuple du Pays de Saillans prend forme et va bientôt ouvrir officiellement. Une ouverture rendu possible par la mise à disposition par la mairie d'une partie de l'ancien gîte communal situé en bord de Drôme.

Samedi a eu lieu un premier nettoyage auquel ont participé une trentaine de personnes. Bientôt une nouvelle journée pour s'occuper de la maçonnerie, aménager le lieu et organiser une réunion publique pour informer, impliquer celle et ceux qui pourraient avoir envie de ce type de lieu.

Quelques pistes sont évoquées : mettre en place des ateliers de partage de savoir faire en cuisine, en jardinage, en vidéo, en photo mais aussi organiser un repas partagé régulier, accueillir des repets, des réunions, mettre en place une soire projection, une représentation théâtrale, un concert... Tout est possible et sera fonction des énergies que chacun.e voudra y mettre!

Initiée par le groupe Gilet Jaune local rejoint par diverses énergies, ouverte à tou.te.s, cette volonté de développer une Maison du peuple s'inscrit dans l'idée de nous organiser par nous mêmes mais aussi de proposer des temps de rencontre, de partage, de faire ensemble, de liens entre génération, entre habitant.e.s. Un lieu d'éducation populaire auto-géré par une association collégiale ouverte.

Vous pouvez contacter la maison du peuple sur :
maison-peuple-pays-saillans@riseup.net

Le Bombardier

En novembre 2018, je revenais de la manifestation hebdomadaire du samedi à Valence. Je suis passée devant une boutique de vêtements d'occasion et j'ai acheté un blouson bombardier. A partir de cette minute et par la concomitance de la manifestation et de cet achat, le besoin d'écrire une nouvelle avec au centre le blouson symbolisant la lutte des Gilets Jaunes et en hommage aux femmes des ronds-points ne m'a plus quitté. Cela a donné l'histoire de Lucie et ensuite celle de sa fille Andréa.
Voici le premier chapitre de cette nouvelle, je mettrai la suite sur le site internet Ricochets.cc.

Lucie

26 janvier 2019

Lucie revenait tranquillement vers le parking pour reprendre sa voiture, déambulant dans les rues piétonnes du centre ville. Cette manifestation s'était bien passée. Il n'y avait eu aucun heurt sérieux malgré toute la campagne de peur orchestrée par la municipalité. Certains commerces étaient pourtant restés ouverts et n'avaient subi aucun préjudice. Les seules traces visibles restaient les tags couvrant les panneaux en bois que les commerçants, encouragés par les élus, avaient placés devant leurs vitrines pour les protéger. Tout en marchant, Lucie se disait que c'était bien qu'il n'y ait pas eu de confrontation avec les forces de l'ordre. Il y avait eu suffisamment de morts et de blessés lors des autres samedis de mobilisation. Comment était-ce possible que dans ce pays, descendre dans la rue pour exprimer son refus de la pauvreté et de l'injustice sociale pouvait occasionner de graves blessures, des mains arrachées, des yeux crevés ? Fallait-il mater le peuple à ce point ? Lucie n'avait que 23 ans, mais elle avait déjà manifesté et jamais elle n'avait vu un tel déferlement de violence de la part des forces de l'ordre.

DESCENDRE DANS LA RUE POUR EXPRIMER SON REFUS DE LA PAUVRETÉ ET DE L'INJUSTICE SOCIALE POUVAIT OCCASIONNER DE GRAVES BLESSURES, DES MAINS ARRACHÉES, DES YEUX CREVÉS ?

Ses parents, militants communistes, restaient pétrifiés par cette violence policière. Christian son père était né en 1970, Brigitte sa mère en 1972. Ils étaient d'une génération de militants qui faisait dans les années 90 du porte à porte dans les cités ouvrières. Les militants s'organisaient en binômes et se répartissaient les cages d'escalier. Ils allaient sonner aux portes en proposant aux habitants une discussion sur tel ou tel sujet, généralement sur le pouvoir d'achat et les salaires qui n'augmentaient pas. Puis ils proposaient une adhésion au parti communiste. Ce travail du porte à porte constituait la base du travail militant.
Brigitte était caissière dans un supermarché et avait des horaires de travail fractionnés. Christian était mécanicien et était devenu chef d'équipe à force de courage et d'abnégation. Ils avaient donné à leur deux enfants, Lucie et Simon de deux ans son cadet, une éducation basée sur l'honnêteté, la justice, le travail et la bienveillance envers les autres. Au début de leur union, ils habitaient un appartement dans une cité de Valence puis avaient acheté une petite maison lorsque leurs deux enfants étaient entrés au collège. Chacun avait sa chambre et un petit jardin permettait de manger dehors et de planter quelques fleurs.

Ce mois d'octobre 2018 resterait certainement dans l'histoire comme le début d'un mouvement inédit que les sociologues étudieraient un jour pensait Lucie. D'autant que depuis mi-novembre, la mobilisation ne faiblissait pas. Toujours des milliers de participants aux manifestations des samedis dans toute la France. Même les fêtes de Noël et de fin d'année n'avaient pas entamé la détermination des Gilets Jaunes. Nous étions en janvier 2019, le temps était pluvieux, Lucie avait froid. Le parcours de la manifestation avait été long comme d'habitude, un peu plus de six kilomètres sous la pluie.
Lucie avait très vite rejoint le mouvement. Les revendications liées au pouvoir d'achat lui parlaient. Ses parents avaient toujours tiré le diable par la queue pour finir leur fin de mois et elle connaissait depuis toute petite leur difficulté à payer le loyer, à se nourrir, à se vêtir. Ils ne pouvaient que très rarement s'offrir un billet de cinéma ou une soirée au restaurant. Et puis il y avait les revendications de justice sociale, les salaires exorbitants des grands patrons, la disparition de l'ISF, et d'autres encore . Surtout il convenait de sauver la planète. Et ce sujet était pour Lucie l'un des plus préoccupants. Elle n'était pas très politisée, mais elle discutait avec ses amis et se rendait bien compte que l'injustice existait, que tous les problèmes étaient plus ou moins liés, que l'on ne pouvait pas accepter de voir autant de familles dormir dans la rue ou aller chercher de quoi se nourrir au Resto du Cœur.
Elle avait passé plusieurs samedis après-midi sur le rond-point à côté de chez elle. Elle y avait fait des rencontres avec des personnes qu'elle n'aurait jamais connu dans d'autres circonstances. De nombreuses femmes exprimaient leurs difficultés pour la première fois de leur vie. On se racontait sa vie, ses problèmes, ses difficultés, ses joies, ses enfants, ses petits-enfants. La honte de faire les poubelles ou d'avoir des dettes n'existait plus car tous étaient dans la même galère. Et puis il y avait la solidarité entre eux. Et surtout la fraternité. Ce mot reprenait tout son sens sur le rond-point. On appartenait à la même famille des gens courageux, des gens qui se levaient tôt et qui ne pouvaient pas se payer à manger, des gens usés par la pénibilité de leur travail et dont la retraite se situait sous le seuil de pauvreté. Lucie connaissait tout cela. Mais voir les visages des hommes et des femmes qui vivaient et racontaient ces situations, c'était autre chose. Elle se disait même qu'il aurait fallu montrer cela aux personnes qui gagnaient des millions, ou des milliards, on ne sait pas, on ne se rend pas compte de ce que cela signifie des millions ou des milliards lorsque l'on a pas de quoi manger. Mais il faudrait rendre obligatoire la rencontre des milliardaires avec ces gens des ronds-point, comme un permis à passer s'ils voulaient s'acheter un yacht.
Alors là on était certain qu'ils se précipiteraient tous aux ronds-point pour se faire tamponner leur pass pour acheter un yacht. A cette idée, Lucie éclata de rire. Heureusement pensa-t-elle que l'humour n'est pas encore un bien de consommation !

Lucie retrouva Simon et son amie Laura dans un café. Un bon chocolat chaud serait le bienvenu pour la réchauffer. Simon faisait des études de marketing et communication à Lyon . C'est là qu'il avait rencontré Laura. Elle était intelligente et Lucie la trouvait très jolie avec ses longs cheveux bruns qui tombaient jusqu'aux hanches et ses yeux verts.
- alors dit Lucie, comment avez-vous trouvé cette manif ?
- bien, bien répondit Simon. Les slogans étaient super surtout « Macron on n'est pas tes moutons ! »
- j'ai préféré « Manu on arrive » ajouta Laura. Tu sais, en réponse à sa phrase « Venez me chercher »
Laura éclata de rire et embrassa Simon. Ils commandèrent tous les trois un chocolat chaud, discutèrent des mots d'ordre lancés par les organisateurs et des revendications de justice sociale réclamées par tout un peuple en colère.
- Tu viens dîner chez maman et papa ? Demanda Simon à sa sœur
- Oui répondit-elle

Lucie se leva, embrassa son frère et Laura et partit rejoindre sa voiture. Subitement, au détour d'une rue, elle s'immobilisa devant la vitrine d'une boutique qui vendait des fripes. Là devant elle, un magnifique bombardier s'étalait en vitrine. Exactement ce qu'elle recherchait depuis plusieurs semaines. Elle en avait déjà essayé plusieurs, neufs. Mais leurs prix dépassaient largement ses possibilités. Celui-là était fait pour elle. Elle entra dans la boutique, l'essaya et l'acheta sans hésitation. C'était un modèle B3 en mouton retourné, avec un large col et les poignets laissant apparaître la doublure fourrée. Deux pattes de serrage au niveau de la taille signaient le modèle. Il avait été artificiellement vieilli ce qui était la mode dans les années soixante dix. Lucie ne savait pas pourquoi elle était obsédée depuis plusieurs semaines par l'achat d'un bombardier. Il a bien vécu celui-là pensa-t-elle.
J'aimerais bien savoir de quels événements il a été le témoin ?
Enfin elle arriva à sa voiture et rentra chez elle, le bombardier sous le bras. Elle habitait un petit appartement de deux pièces qu'elle louait dans une petite ville voisine de Valence. Il n'était pas très grand mais était suffisant pour elle qui vivait seule. Le loyer était correct pour sa paie. Elle avait fait 2 ans d'études de commerce à l'IUT de Valence et avait trouvé un job dans une entreprise des environs. Elle ne gagnait pas des mille et des cents mais elle s'en sortait.
Elle prit une douche pour se réchauffer. Cette manif sous la pluie
avait été une véritable torture. Elle se prépara, mit son bombardier et se regarda dans la glace. Il allait très bien avec ses cheveux bruns coupés à la garçonne et ses yeux noisettes. Elle sortit pour aller dîner chez ses parents, satisfaite de son achat.

Mireille Bertaux

Ils sont venus...

« Quand ils sont venus, il ne restait qu'une bande de pouilleux, vêtus de jaune-cocu, les seuls qui croyaient vraiment à un meilleur avenir et qui avaient oeuvré pour, même si maladroitement… »

...et quand ils sont venu, toutes les forces vives (n'ayant que leurs seul bien-être en tête, politicards sans le savoir mais ayant le même savoir faire) avaient déserté, nanties de ridicules privilèges et surtout oubliant que c'est grâce à eux, les gueux en gilet Jaune, qu'ils repartaient avec leur avantage égoïste en poche.

Les politicards ne font pas mieux….
•Quand ils sont venus...
•Quand ils sont venus...
•Quand ils sont venus...
•Puis ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour faire quelque chose.

Pasteur Marin Niemöller de Dachau

Où sont les pilotes de ligne, les hôtesses d'accueil, les routiers, les biffins, les gestapistes-milicés, les flics, les baciques, les CRS, les pompiers, les les parlementaires, les routiers et tous ceux qui grâce à la masse gilet-jaune ont obtenu leur petite préservation de privilège… Quand les fonctionnaires auront été sacrifiés sur l'hôtel des retraites, leur tour viendra à nouveau et ils seront alors seuls pour se sortir de leur merde ? Regretteront-il le temps où ils auraient pu... mais qu'ils n'ont pas voulu !

Ecrit pour protester et dénoncer la lâcheté (et pas seulement) des zélites) au moment de l'accession du remisme au pouvoir et des exactions des gestapiste-milicés (nouvelle phalange SS-nazie au service des dictatueurs Français) et faisant partie maintenant du répertoire des chorales révolutionnaires internationales.

KEG

Du sacrifice de la paysannerie à son renouveau - souhaitable

La sphère politique et médiatique nous vend à longueur de temps l'image d'une société aussi moderne qu'affranchie des contraintes matérielles. Start up nation, ère du numérique, mondialisation, financiarisation de l'économie… À force d'avoir le regard tourné vers les nouvelles tendances, on en oublie certaines évidences : rien de tout cela ne peut exister sans subsistance alimentaire.

Tout système politique s'effondre à partir du moment où il est incapable de nourrir la population qui est en son sein. Mais, au-delà de ça, l'on peut également affirmer que la manière dont les sociétés produisent de la nourriture influence directement la manière dont elles font société. Les sociétés de « chasseurs-cueilleurs ». La culture sur brûlis. L'agriculture sédentaire. Le pastoralisme. Etc… Chacun de ces modèles produit, par ricochet, des modes de vie particuliers, des manières propres d'interagir entre humains et non humains. Et, au-delà du seul aspect de production ; la quantité de personne qui produisent de la nourriture, leur statut social, l'imaginaire qui est véhiculé sur eux/elles sont également des aspects centraux de toute société.

Ces évidences prennent une envergure démesurée quand on y ajoute la question environnementale. Il serait trop long de faire ici la liste des dérégulations des écosystèmes et du climat. La grande majorité de la population mondiale les perçoivent et les ressentent. Dans les campagnes, les principaux effets constatés sont dû à l'agriculture… et ça se voit.

Ce fait, de plus en plus connu du grand public, a amené le phénomène médiatique appelé « agribashing », autrement dit l'accusation permanente des agriculteurs et agricultrices. Celles/ceux-ci seraient pollueu.r.se.s dans l'âme, sacrifieraient en permanence les écosystèmes à leurs intérêts économiques, seraient des personnes avec qui nul dialogue n'est possible. À cette figure est opposée ici celle du néorural cultivé et ouvert d'esprit qui pratique le maraîchage « bio », la permaculture ou la biodynamie. Force est de constater que les pratiques des agricult.rice.eur.s « conventiel.le.s » sont directement imposées par les institutions. Force est de constater que les « alternatives » sont aussi minoritaires que visibilisées à l'excès.

Quand la paysannerie rendait l'agroécologie inutile

Nous prenons le terme de paysannerie dans son sens premier, c'est-à-dire « habitants de pays ouverts sur le monde, et non pas agriculteur, exploitant agricole et moins encore chef d'entreprise » (1). Il s'agit d'un statut plutôt qu'une profession. C'est une situation juridiquement floue qui va du grand propriétaire terrien aux travailleurs/euses paysan.ne.s qui allient emplois rémunérés et petites productions familiales. C'est enfin le quotidien de la majorité de la population française d'avant la seconde guerre mondiale. Leurs productions alimentaires sont marquées par une grande diversité de pratiques selon les territoires, les conditions économiques ou les tempéraments des personnes. Malgré cela, trois caractéristiques principales sont partagées par l'ensemble de la paysannerie : exploitations très faiblement mécanisées, transformation et vente des produits en « circuits courts », complémentarité des pratiques agricoles. Autrement dit, c'est les cochons et les poules nourries avec les épluchures et l'eau grise. C'est des petites parcelles de terre maraîchères enrichies avec le lisier des chevaux. C'est le lait bu et vendu dans le village ou à des petites coopératives. C'est des journées de travail collectif pour préparer les sols ou récolter les foins.

L'écologie y était inutile

L'écologie y était inutile puisque, n'ayant pas d'engrais industriels ni de mécanisation, la paysannerie ne pouvait compter que sur l'observation de la terre, son soin et le maintien de l'équilibre entre humains et non humains. **La paysannerie à échelle humaine ne pouvait tout simplement pas provoquer des désastres écologiques démesurés de manière aussi systémique qu'aujourd'hui.**
L'écologie n'y était pas pensée puisque le quotidien était vécu en lien direct avec les écosystèmes. À mille lieu des idéologies, la paysannerie est écologique par état de fait.

Du mirage de la modernisation…

La politique agricole française dont nous héritons nous vient tout droit de l'après guerre, du plan Marshall et d'un ensemble d'idées « progressistes ». En 1945, la reconstruction du pays, la nécessité politique de mettre fin au plus vite aux tickets de rationnement, le manque d'argent sont des défis majeurs. Face à cela, les États-Unis en pleine vigueur économique cherchent à ouvrir de nouveaux marchés pour son industrie. Il est donc apparut nécessaire aux élites américaines de mettre en place le plan Marshall. 2438 millions de dollars destinés à la France pour relancer l'économie du pays et ainsi éloigner la tentation communiste. Bien entendu, les fonctionnaires américains proposaient nombre de restructurations de la société, regardaient comment l'argent était dépensé, imposaient l'achat de matériels et de produits États-Uniens.

L'un des domaines qui subit le plus brutalement cette crue accélérée est le monde agricole. Dès la signature du plan Marshall, ce sont des milliers d'engins agricoles qui sont amenés dans les campagnes. L'utilisation des engrais et pesticides issus de la pétrochimie est promue et développée. Permettant ainsi d'écouler les stocks d'armement chimique accumulés durant la guerre, tout en ouvrant de nouveaux marchés pour ces même produits. Partout dans les campagnes françaises ; entreprises, ingénieurs et hommes politiques cherchent à « moderniser » le modèle agricole autour de trois axes : industrialisation, changement d'échelle des parcelles et restructuration des campagnes. **Sous couvert de développement, la ruralité française est métamorphosée par une agriculture productiviste et compétitive**.

Tout un monde est sacrifié à marche forcée

Cette dynamique heurte de plein fouet une campagne française majoritairement paysanne. C'est-à-dire composée de petites exploitations, attachées à des petites surfaces de terre. Selon les territoires, les paysan.ne.s cultivent une grande diversité de plantes, élèvent des animaux soit en complément des autres productions, soit sur de grands pâturages. Transforment directement leur production ou la vendent à des coopératives de taille modeste. En clair, la paysannerie regroupe une grande diversité de pratiques cohérentes entre elles : exploitations de petites échelles, transformation et vente en circuit court, complémentarité des pratiques (entre maraîchage, arboriculture, élevage).

Tout en nourrissant l'imaginaire de progrès, cette période de transition campe également – par effet de miroir – un imaginaire autour de la paysannerie. Celui de personnes arriérés, vivant dans une misère aussi économique que sociale, sentant fort l'ail et qui baragouinent des banalités avec un fort accent régional. Le développement économique des campagnes est alors perçu par les élites comme le passage d'une situation quasi moyenâgeuse à une modernité synonyme de propreté, d'électricité, d'eau courante et de normalisation.

Il ne fait aucun doute que le confort apporté par l'eau courante et l'électricité fut bien accueilli. Mais celui-ci fut accompagné de la mise au rencard d'une culture paysanne millénaire au profit de la normalisation consumériste. C'est tout un monde qui est sacrifié à marche forcée.

> « *J'appartiens à un peuple disparu. À ma naissance, il constituait encore plus de 60 % de la population française. Aujourd'hui, il n'en fait même pas 2 %. Il faudra bien un jour reconnaître que l'événement majeur du Xxème siècle n'aura pas été l'arrivée du prolétariat, mais la disparition de la paysannerie* »
>
> *René Clair, Les Derniers Jours*

… au désert

Aujourd'hui quel est le résultat de cette modernisation ? Plutôt que de vous bombarder de chiffres, je vais essayer de décrire ce que l'on perçoit, en tout cas, ce que je perçois de ma fenêtre :

- au milieu des champs, chaque bosquet est minutieusement rasé, chaque chemin de terre frôlé, afin de maximiser la surface exploitée. Cela pour recevoir plus de subventions de la PAC. Celles et ceux qui ne suivent pas cette logique sont précarisé.e.s,
- hormis quelques îlots, les sols sont maltraités ; son aspect, son odeur, sa manière d'être humide, toutes ses caractéristiques sont l'extrême opposé de celles de l'humus,
- chaque année le type de plante exploité change, sur des kilomètres,
- la plupart du temps, les animaux d'élevage sont enfermés dans des hangars par centaine, voir par millier,
- les oiseaux ne chantent presque plus,
- aucun moustique ne tache plus mon pare brise - la voiture a gagné -,
- l'on se met à rêver le goût de la terre

La modernité écrase tout, de plus en plus vite, de plus en plus fort. (Entêtée comme un mauvais slogan de pub.) La nature de fait, les vies de campagnes, les liens entre être humains, les liens avec les non-humains ; ont fait place au désert.

> *Ubi solitudinem faciunt, pacem appelant - Où ils font un désert, ils disent qu'ils ont donné la paix.* (2)

une ligne de crête

À ce niveau de la réflexion, il importe de se demander ce qu'il y a à tirer de tout ça. Des pistes à penser. Des paramètres à prendre en compte quand nous interrogeons nos vies collectives. Des trucs à tenter. Pas grand-chose de plus.

Quelles pistes ? **Le problème de l'alimentation est global**, il touche autant aux écosystèmes, à la santé des «consommateurs », qu'aux conditions de vie dans les milieux « ruraux ». Mais comme la subsistance alimentaire est l'un des problèmes central de nos sociétés, sa résolution est tout autant centrale à l'élaboration d'un modèle plus viable et plus juste. En cela, nous rejoignons le travail effectué depuis des décennies par la sphère culturelle de la Confédération paysanne.

Si d'un côté les agriculteur.rice.s ont systématiquement du mal à joindre les deux bouts, si de l'autre les « consommat.eur.rice.s » se détournent de plus en plus de l'agriculture conventionnelle, seuls les intermédiaires (grande distribution, industries de l'agroalimentaire ...) et les « accompagnant.e.s » (semenciers, vente de système d'irrigation et de de pesticide…) profitent directement d'un tel système ; soit une minorité de personne. **Dans l'intérêt général, c'est cette minorité qu'il faut battre en brèche**.

suite au dos

suite de la page précédente

Nous ne parlons pas ici de sensibiliser, de dénoncer ou de multiplier les recours juridiques. Ces stratégies ne sont pas suffisantes. Mais bien plutôt d'actionner collectivement, à l'échelle des villes et villages, un renouveau de la paysannerie. Non pour revenir en arrière, mais pour réactiver la culture paysanne à l'aune de notre temps. Multiplier les exploitations de petites échelles, dérober au système capitaliste les déserts qu'il a crée, régénérer les sols, créer de la solidarité entre paysan.e.s et communautés de vie, saper la grande distribution qui s'est installée dans nos campagnes… Autant de chantiers à débuter et/ou amplifier. Autant de perspectives à prendre en charge collectivement.

RÉACTIVER LA CULTURE PAYSANNE À L'AUNE DE NOTRE TEMPS

Mais le système est verrouillé, pour exemple la récente création de la cellule DEMETER au sein de la gendarmerie nationale. Cette cellule, fondée sur une convention de partenariat entre le ministère de l'intérieur, la FNSEA et la JA – deux syndicats agricoles productivistes – à notamment pour fonction de lutter contre «des actions de nature idéologique, qu'il s'agisse de simples actions symboliques de dénigrement du milieu agricole ou d'actions dures »(3). Autrement dit, le gouvernement va jusqu'à protéger l'image de l'agriculture conventionnelle.

Face aux institutions qui ont clairement choisi leur camp, un véritable renouveau de la paysannerie ne peut se faire sans passer par l'illégalité. Mais plutôt que de laisser quelques individus prendre ce type de risque, il importe à présent d'oser une illégalité collective, pour l'avenir de nos territoires.

SI RIEN N'EST FAIT, NOS MOYENS DE SUBSISTANCE DISPARAÎTRONT EN MÊME TEMPS QUE LE PÉTROLE BON MARCHÉ

Si rien n'est fait, le désert qui nous entoure continuera à s´approfondir. L'extinction du vivant s'accéléra. Nous resterons dépendant des chaînes d'approvisionnements. Et nos moyens de subsistance disparaîtront en même temps que le pétrole bon marché.

Le bonheur de l'agro-industrie fait le malheur de tou.te.s. Le bonheur des paysan.ne.s fait le bonheur de tou.te.s.

(1) Le sacrifice des paysans, de Pierre Bitoun et Yves Dupont

(2) « Phrase mise par Tacite dans la bouche de Galgacus, héros calédonien, dénonçant les excès des Romains. Ces mots s'appliquent aux conquérants qui tentent de justifier leurs ravages par l'apport de la civilisation » Petit Larousse illustré, 2004

(3) cf Dossier de presse, Présentation de « DEMETER », la cellule nationale de suivi des atteintes au monde agricole

Qui porte atteinte à la République ?

Ministres et élus, et leurs cabinets, à tous les niveaux électoraux, détruisent avec obstination les institutions de la République.

Désormais, État de droit et séparation des pouvoirs ne sont plus protégés par ceux dont c'est le rôle : alors que ces deux enjeux vitaux de la République sont régulièrement violés, aucun haut dirigeant ne le dénonce jamais, ni n'y met fin.

L'État de droit est particulièrement attaqué ces derniers temps, et **la justice a bien du mal à servir les citoyens de façon équitable**. Le parquet accompagne souvent la politique de l'exécutif et protège les proches du pouvoir mis en examen. Les classements sans suite de violences policières commencent à se compter par dizaines sinon par centaines, alors que les faits sont avérés (blessures graves et morts). Ne parlons pas de l'IGPN, dont l'existence même viole l'État de droit (la police se jugeant elle-même) et est en contradiction avec les recommandations du Conseil de l'Europe.

LA SÉPARATION DES POUVOIRS N'A PLUS GRANDE EXISTENCE

Quant à la séparation des pouvoirs, elle n'a plus grande existence. Les parlementaires du parti présidentiel (et ce n'est pas nouveau) servent principalement d'enregistreurs de la volonté de l'exécutif (notre députée de circonscription en est un exemple assez atterrant). Et la justice est mise en coupe réglée par son ministère, certains magistrats s'en alarmant d'ailleurs. Un exemple : les directives écrites de la garde des Sceaux aux juges lors des procès expéditifs de GJ en début d'année 2019 sont illégales et donc inquiétantes elles aussi.

La corruption existe un peu partout, incitée mécaniquement par le développement généralisé du pantouflage public-privé. Dernier exemple en date : Delevoye, dont la démission a été accueillie "avec regrets" par Macron, alors qu'il aurait dû le renvoyer pour viol de la Constitution dès la révélation de son conflit d'intérêts avec des compagnies d'assurances.

Les lobbies sont à la manœuvre dans les cabinets, et ont dicté de nombreux textes de lois (Monsanto-Bayer sur le glyphosate, pour n'en citer qu'un, mais BlackRock a bien travaillé aussi sur les retraites).

L'indépendance de la presse vis-à-vis des puissances financières n'est plus du tout assurée, contrairement aux préconisations du CNR visant à permettre un débat public sain. La presse n'est donc plus du tout le « quatrième pouvoir » qu'elle se targuait d'être.

Les libertés individuelles, depuis 2001 et plus particulièrement depuis 2015, s'effacent peu à peu, dans un durcissement continu des lois scélérates de la fin du XIXe siècle. Le droit de manifester est hebdomadairement bafoué, par exemple. Le nouveau délit de « groupement en vue de commettre des violences » permet toutes les dérives. La police se croit chargée de rendre la justice. Les arrestations arbitraires sont quasi quotidiennes, et les récits totalement surréalistes de gardes à vue abondent sur les réseaux sociaux.

La liberté d'expression est également en péril avec la loi Avia sur la « haine » en ligne.

Et les dispositifs de surveillance électronique de plus en plus élaborés font froid dans le dos. Je suis par exemple photographiée et filmée systématiquement sur les manifestations. Sans oublier les caméras disséminées dans l'espace public. La reconnaissance faciale fonctionne en lien avec le fichier des passeports et cartes d'identité : facile… et terriblement inquiétant.

Les instances de contrôle ne sont plus écoutées par le pouvoir (défenseur des droits) ou sont tout simplement supprimées (observatoire de la pauvreté). Les déclarations des instances internationales de défense des droits de l'homme (à l'ONU, au Conseil de l'Europe) sont balayées d'un revers de main. Sans parler des ONG, dont les interventions et les rapports alarmants sont totalement ignorés par le régime (Amnesty international, FIDH, ACAT, etc.).

La déclaration du préfet de Paris il y a quelques semaines estimant qu'une manifestante et lui-même ne seraient pas « dans le même camp » m'inquiète d'autant plus qu'il n'a été désavoué ni par le ministère de l'Intérieur, ni par Macron. Cette sortie est assez caractéristique, finalement, de l'absence de pensée démocratique des élites, qui se comportent comme si elles étaient au-dessus des lois : **les élus décident, en accord avec les décideurs économiques, et le peuple n'a qu'à obéir**. Infléchir la volonté de cette poignée de dirigeants, même quand l'opposition est très largement majoritaire (les sondages donnent plus de 70 % de soutien à la mobilisation contre le projet de loi sur les retraites), est devenu impossible sous Macron.

Je suis terriblement surprise, depuis plus d'un an, par le silence quasi unanime des intellectuels et de la classe bourgeoise éduquée sur la montée de ce péril autoritaire, sur les violations répétées de la Constitution, de l'État de droit et de la séparation des pouvoirs – qui sont pourtant les principes fondamentaux de la République.

Au lieu de cela, ces Français aisés se succèdent dans les médias pour proférer les uns après les autres leur mépris des citoyens qui descendent dans les rues contre cette radicalisation du pouvoir – citoyens dont ils paraissent avoir peur. Ceux-là mêmes qui militent pour les droits de l'homme dans les pays lointains ou qui discourent sur le racisme, le féminisme ou l'homophobie semblent aveuglés par une connivence sociologique avec le pouvoir en place qui les empêche de lire la situation politique française avec objectivité.

Même Robert Badinter, que j'admirais sincèrement, se laisse aller à dénoncer une prétendue violence des manifestants sans un seul instant en analyser les causes dans les violences réelles et quotidiennes vécues par la majorité d'entre nous. Quid de la violence du chômage, de la violence des accidents du travail, de la violence de l'abandon des quartiers populaires, de la violence de la mise à mort de l'hôpital public, de la violence du vol de nos retraites, de la violence de la précarisation de l'éducation, de la violence de la destruction de l'écosystème ?

Quid de la violence de la répression judiciaire et policière, des blessés graves, des morts et de l'impunité systématique des forces de l'ordre ?

Et quid de la violence de l'invisibilisation et de la délégitimisation médiatiques sciemment mises en œuvre par le bloc bourgeois dans une espèce de course à l'écrasement de toute velléité du peuple à relever la tête ?

L'impuissance populaire, induite par le système représentatif et inscrite dans le marbre par le régime actuel, mène à une frustration qui, on le voit, crée de la colère. C'est donc bien l'absence de démocratie, la sensation de n'être plus maîtres de nos vies, la surdité profonde des dirigeants et leurs abus de pouvoir répétés, qui produisent parfois de la violence symbolique dans les manifestations de l'opposition.

Aujourd'hui, les institutions de la République française sont ignorées et bafouées par les élites au pouvoir. Sauf... pour répéter que nous devrions obéir à leur loi et nous taire ! **Se faire cracher à la figure en permanence ne permet pas de rester calme.**

Claire Faure

J'ai la vie qui m'pique les yeux

Jai la vie qui m'pique les yeux,
la vie est pas toujours drole,
jai la vie qui m'pique les yeux,
j'noye mon chargrin dans l'alcool...
je me leve chaque matin,
sans vraiment savoir pourquoi,
je continue néanmoins,
toutes mes luttes et mes combats !
Car il serait trop facile,
d'etre triste et résigné,
et de me fondre dans le moule,
de cette putain de société.
Jai la vie qui m'pique les yeux...
Et meme si c est difficile,
si je suis catalogué,
comme un être un peu fragile,
un putain d illuminé,
je me bats contre la norme,
qu'il voudrait nous imposer,
ou il dresse l'homme contre l'homme,
afin de mieux nous diviser.
Jai la vie qui m'pique les yeux...
Utopiste idéaliste,
anarchiste et meme fainéant,
voila les qualificatifs,
qui désignent leurs opposants.
J'en ai autant a leur service,
ces égoistes patentés,
qui juge que le travail est noble,
quand cest pour moi une corvée.
Je ne refuse jamais l'effort,
mais quand il sert le Collectif,
si il a du sens, si il est noble,
qu'il n'engraisse pas des égoistes.
On est tous un peu responsable,
de s'qui s'passe à l'autre bout du monde,
on sait que notre oppulence passe,
par la misere du tiers monde.
Jai la vie qui m pique les yeux...

L.

De Valence à Paris, les violences policières s'étendent

Comment leurs auteurs se protègent en accusant leurs victimes

Pour les milieux militants et pour les habitants des banlieues, les violences policières ne sont pas une découverte. Nous sommes nombreux à avoir pris conscience de ces pratiques lors de la lutte contre la loi travail en 2016. Dans ce cas là, comme aujourd'hui et comme lors de mobilisations bien plus anciennes, elles visaient à l'intimidation des manifestants en vue de mettre fin à un mouvement social pour lequel le gouvernement ne souhaitait apporter aucune réponse politique démocratique. Découvrir ces violences commises dans le cadre d'une lutte sociale a permis à beaucoup d'entre nous d'ouvrir les yeux sur celles subies depuis trop longtemps par les personnes vivant dans les banlieues, ainsi que sur celles commises sur les migrants. En 2016, année du début de la lutte contre la loi travail, mourrait Adama Traoré, victime d'un placage ventral de la police le jour de ses 24 ans.

Quelques années après, ces violences ne sont plus réservées au seul espace des quartiers périphériques des métropoles et à leurs habitants, ou au seul temps des grosses mobilisations sociales et aux militants qui y prennent part. Elles touchent désormais la moindre petite ville, la moindre campagne, et la moindre personne qui tente de faire entendre sa voix (pompiers, cheminots, avocats, gilets jaunes etc). Elles peuvent avoir lieu partout, et partout elles se sont incroyablement multipliées (1).

Même si les grands médias tentent de les taire au maximum, même s'ils se font les relais dociles de la propagande gouvernementale sur le sujet qui, à longueur d'interview « récuse le terme de violences policières » (2), elles font bien partie de notre paysage à toutes et tous.

PLUS PERSONNE N'EST DUPE

Le nombre de personnes qui adhèrent au récit auquel on voudrait, par le biais de ces mêmes médias, nous faire croire se réduit comme peau de chagrin, même si l'état tente de se persuader que nous sommes encore dupe. **Ce récit fantasmé le voici : les forces de l'ordre réagiraient toujours de manière strictement proportionnée à la situation à laquelle elles font face et évidemment elles n'exercent jamais de violence gratuite.**

Et même si une vidéo apparait qui vient contredire ce récit et montre clairement un ou plusieurs membres des forces de l'ordre agir de manière gratuite (vidéo du croche-pied sur une jeune fille), disproportionnée (vidéo d'un tir de LBD à bout portant) ou conduisant même jusqu'à la mort (vidéo où l'on assiste à la mort par étouffement de Cédric Chouviat suite à un placage ventral lors d'un contrôle de police en plein Paris), même dans ces cas là, aucune poursuite ni sanction ne vient en réponse à ces agissements.

Et désormais, le problème majeur posé à la démocratie par ces violences policières, et surtout par l'absence de sanctions en réponse à ces agissements, saute aux yeux d'un nombre croissant de personnes (3).

Au delà de la violence physique, la violence judiciaire

A la violence physique s'ajoute désormais la violence institutionnelle et judiciaire à laquelle doivent faire face les victimes de ces agissements des forces de l'ordre, lorsqu' ils ou elles se retrouvent soudainement sur le banc des accusés. Le nombre de cas de personnes victimes de violences policières qui se retrouvent à leur tour accusées, au minimum d'outrage et rébellion et parfois de bien plus, est difficilement quantifiable. On sait juste que leur nombre s'accroît de manière proportionnelle à l'augmentation des violences policières.

Mais de cela aussi plus personne n'est dupe. En effet, il est des ficelles qui sont tellement énormes que tout le monde les voit. Accuser un manifestant, un habitant de banlieue, un réfugié, une personne contrôlée ou un simple passant d'avoir commis des violences ou des actes répréhensibles pour justifier un comportement volontairement violent de l'un des leurs est désormais monnaie courante au sein des forces de l'ordre. Une magistrate de Pontoise se trouve d'ailleurs elle-même sous le coup de la justice suite à ses propos dénonçant les policiers de la BAC de Cergy, qui selon elle ont trouvé un moyen d'arrondir leurs fins de mois en demandant de manière trop fréquente des dommages et intérêts pour outrage et rébellion (4).

IL A VIOLEMMENT PROJETÉ SON VISAGE SUR LA CHAUSSÉE

A Valence aussi

Au delà de la connaissance lointaine et intellectuelle, nous sommes touchés de plus en plus près par ces violences et c'est désormais dans leurs chairs que certaines et certains portent leurs marques.

Ainsi notre camarade gilet jaune C.M. de Valence. Localement, son affaire à commencé à faire parler d'elle. Voici le rappel des faits suivi de la manière dont nous pouvons l'aider :

Le samedi 7 décembre 2019 au plateau des Couleures vers 16h45, une quarantaine de gilets jaunes s'étaient réunis afin d'être visibles des automobilistes. Notons qu'il n'y a eu ni blocage ni entrave à la circulation.

Une dizaines de minutes après leur arrivée sur place, de nombreuses sirènes de camions de gendarmes mobiles se sont faites entendre. Les personnes présentes ont tout de suite décidé de rentrer calmement à leurs véhicules. Mais des motards sont arrivés à vive allure, et ont foncé sur certaines personnes en semant la panique. Et c'est alors qu'elle rejoignait sa voiture, alors séparée de son mari par la poursuite des motards, et que prise de peur par leur arrivée elle allait entrer seule dans le magasin Boulanger, que C. s'est faite agresser par un de ces policiers à moto. Entre deux voitures, il lui a fait une balayette dans le but de la mettre à genoux. Une fois au sol il l'a saisie par les cheveux et a violemment projeté son visage sur la chaussée.

Les policiers lui ont alors mis les menottes dans le dos, alors qu'elle ne présentait aucun danger et qu'elle leur disait qu'elle saignait. Elle a du insister pour qu'ils l'assoient afin qu'ils constatent qu'elle saignait abondamment, ce qu'ils ont fait au bout de plusieurs longues minutes.

Une jeune femme infirmière diplômée d'état a assisté à la scène et en atteste. Elle voulait lui apporter les premiers soins en a été fermement empêchée par des gendarmes mobiles présents sur place. Le conjoint de C. a lui aussi été tenu à l'écart.

Les pompiers ont du intervenir et la transporter à la clinique pour qu'elle reçoive des soins. Elle a du être recousue de 8 points entre le sourcil et l'oeil, a subit un traumatisme crânien et a reçu une incapacité de travail de 8 jours. Plusieurs mois après, elle souffre encore d'insomnies et reste perturbée par ce qu'elle a vécu.

Notons encore que les gilets jaunes présents, et avec eux de nombreux clients de la zone commerciale étaient choqués par ce déploiement massif et disproportionné des forces de l'ordre face à un petit groupe de gens inoffensifs. Et que ceux qui ont assisté à la scène de violence sur C. l'ont été encore plus.

Dans les jours qui ont suivi son agression, C. a déposé plainte avec l'aide de son avocat auprès du procureur. Ils ont demandé la saisie des caméras de surveillance publique présentes sur le zone commerciale. Ce qui en tout état de cause montre la bonne foi de C. et qu'elle n'est pas responsable des faits dont elle se retrouve aujourd'hui accusée. Car en effet, fin janvier, C. a été convoquée, puis mise en garde à vue pour 'coup sur personne dépositaire de l'autorité publique'. **Le motard lui ayant projeté la tête au sol a déposé plainte contre elle, l'accusant de lui avoir donné des coups de pied**. Selon lui, C. était hystérique et elle serait tombée toute seule. Les deux autres motards ont eux aussi commis des témoignages corroborant les dires de leur collègue.

Nous savons bien que le gouvernement veut faire du cas des personnes qui se retrouvent dans ses mâchoires un exemple afin de dissuader tous les autres. De notre côté, c'est en soutenant les personnes qui osent se tenir droite, qui comme C. ont le courage de déposer plainte au risque de voir la situation se retourner contre elles, que nous montrerons notre humanité et notre détermination à nous battre pour une société juste. C'est pour cela que nous sommes solidaires autour de C., comme nous le sommes des autres personnes blessées par l'action des forces de l'ordre localement (4 femmes pour les seuls cas que nous connaissons - 2 gilets jaunes de Valence et 2 gilets jaunes de Montélimar) et de toutes les victimes des forces de l'ordre partout ailleurs. Nous avons constitué un collectif autour d'elle en vue de l'aider et de lui apporter notre soutien. Des témoignages nous sont déjà parvenus, qui attestent de la violence de l'interpellation et de son caractère disproportionné étant donné que C. ne présentait aucun danger. **Nous collectons tous les témoignages supplémentaires** et surtout les vidéos qui pourraient prouver que les faits se sont bien déroulés conformément à ce que C. déclare, et ainsi aider à la disculper lui évitant une peine très lourde.

Mail : gjvalence26@protonmail.com

(1) Il y a une quinzaine de morts par an suite à des actes commis par les forces de l'ordre, 676 depuis 1977. Depuis le mouvement des Gilets Jaunes en Novembre 2018, grâce au comptage commencé par le journaliste David Dufresne, on dénombre au moins : 26 éborgnées, 5 mains arrachées, plus de 300 blessures sévères, 2500 blessés, 1000 condamnés à de la prison ferme, plus de 10000 gardes à vue etc.

(2) Emmanuel Macron, Angoulême, le 30 Janvier 2020, qui, au cours d'une tirade une fois de plus décousue et pleine de sa fameuse novlangue, nie une fois encore ces violences et récusant le terme même de violences policières.

(3) Concernant les enquêtes de l'IGPN : depuis le début du mouvement des Gilets Jaunes, l'IGPN a été saisie de 320 enquêtes, en a transmis seulement la moitié à la justice dont 2 plaintes ayant abouti à des peines.

(4)https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/armee-et-securite/val-d-oise-des-policiers-portent-plainte-contre-une-magistrate-qu-ils-accusent-de-les-avoir-traite-de-ripoux_3816705.html

Fuir ou écrire, à quoi se tenir ?

Écrire,
Écrire comme pour écouler les maux
Les maux qui collent et qui m'emmènent
Ceux qui s'emmêlent et qui s'en mêlent
De ma vie fluide qui trop survole…
Survoler ?
Peut-être voilà le temps des marques
celles que l'on prends, celles que l'on laisse
Les marques pour s'ancrer, à risque
Celles qui osent et qui parfois s'inquiètent
Si nos passages étaient des matières
Des traces d'engagement dans les chairs
Des trips qui fondent et restent trop nouées
Des coeurs qui oeuvrent et sont toujours mordus
Je cherche la niche qui accueillera ma peau
Dans les débris, trop peu d'espace
Et le temps file, déplace, il broie
Je délire en cavale sur mes guirlandes de notes
Mais où écrire
quand brûlent même les lacs ?

AGENDA

 # A partir du 12 mars : surveillez vos écrans, sortie mondiale du nouveau clip des Bouffons Anonymes, ça va décoller !

 # 19 mars : **CREST, 18h, Carnaval social contre la réforme des retraites** / Rond point de l'insurgé à Crest - à l'initiative de la FSU, union syndicale Solidaires, CGT, Gilets Jaunes, France Insoumise - Venez avec déguisements (vieux pigeons, ministres, banquiers, feignants,...) et pancartes pour continuer à montrer à ce gouvernement que nous nous battons pour un système de retraites solidaires et intergénérationnel !

 # 14 mars : tout le monde à Paris !

 # 3 avril : salle des coloriages de Crest, Hermann alias "Ciel Terre" vous donne rdv pour une soirée spéciale de lancement de son premier album « Un monde sans peur ».
Plus d'infos à venir sur le site de l'association voies libres Drôme https://voieslibresdrome.wordpress.com

 # 11 avril : **Soirée Tarabourla's Not Dead - salle des fêtes de Barsac** - à partir de 17h, à une soirée consacrée à la récolte de fonds pour soulager différents collectifs qui soutiennent les victimes de la répression ambiante et les amiEs détenuEs.
Avec un temps d'échange dès 17h sur les répressions et les moyens de s'en protéger collectivement, puis une soirée musicale festive offerte généreusement par Tulaviok, Ten Minutes Later, Les Fées d'Choc, Monique & Les Saints-Glands, Monette Wah-Wah & Porte-Fenêtre en interscène !!! Entrée à prix libre et conscient. Buvette, infokiosque.
Viendez nombreuses avec vot' bonne humeur et sans les kanidés !

 # 17-18 avril : A l'Abordage, festival de la cantine populaire de Crest, en soutien aux luttes : théâtre, conte, spectacles... Cantine et entrée à prix libre - Gare à Coulisse

"Ne parlons plus des armes non-létales des flics, mais d'armes mutilantes à létalité aléatoire"

En avant pour après

Aller petit cromagnon des banques,
tu peux toujours agiter frénétiquement ta luxure,
ton gourdin fait l'effet d'un pauvre manque,
de l'égo-triste qui n'a pas compris, le sens du futur !

Aller, extrême-centre-droit-mafieux-et-bruit-de-bottes ! Utilise le 49,3 pour axa, blackrock et cie !
Montre encore plus clairement ta face de monstre facho...
pour te prendre une raclée aux municipales des locaux...
et des points en moins pour ton futur rejet !! :-)

Aller, brûle les textes de la résistance !
fais ta nuit de cristal au parlement de France,
et ton avenir sera fait de mépris, et de ton retrait,
de petites lignes : "indigne dans l'histoire du lustre"
d'un pays qui sous le vent retrouve toujours le sens du juste.
Pétain sera content un instant puis, tu ne seras plus rien !
Qu'un idiot pantin du hasard et de la bobardises,
d'un peuple qui pense enfin l'art de vivre, se civilise,
contre tes dystopies qui prônent le néant,
nos rêves te donnent des coups au séant !!

TG

Même les myopes savent lire !

La maison du Bosphore de Pinar Seleek

À Yedikule, un des plus anciens quartiers d'Istanbul, quatre jeunes épris de liberté cherchent leur place dans une société figée depuis le coup d'État de septembre 1980. La condition des femmes et des minorités, les conventions sociales, l'oppression politique : tout leur pèse. Sema la rêveuse voudrait entrer à l'université. Salih l'apprenti menuisier cherche à perpétuer son art là où il a grandi tandis qu'Hasan le musicien aimerait faire vivre le sien sur les routes du monde. Seule Elif opte pour la voie périlleuse de la révolution. Quatre parcours, mais une même devise : Il nous reste un demi-espoir…
Hommage à une ville et à ses communautés, réflexion sur l'appartenance, leçon d'humanité, ce premier roman de Pinar Selek est celui de toute une génération qui cherche sa voie entre la Turquie d'hier et celle de demain.

Vivre ma vie de Emma Goldman

Une anarchiste au temps des révolutions
Née en 1869 dans l'Empire russe, Emma Goldman s'exile aux États-Unis à 16 ans. Pauvreté, exploitation et désillusions l'y attendent. Elle plonge alors à corps perdu dans le chaudron politique et intellectuel. Activiste et conférencière anarchiste aussi célèbre que redoutée, elle sillonne au gré des luttes une Amérique en pleine ébullition. Expulsée en 1919 vers la Russie, accueillie chaleureusement par Lénine, elle découvre une réalité qu'elle ne cessera de dénoncer avec courage tout en poursuivant son inlassable combat pour l'émancipation.
Son époustouflante épopée mêle morceaux de bravoure et moments d'intimité, grands affrontements politiques et vie d'une femme hors du commun, poésie et quotidien, espoir et désenchantement. Ce texte magistral est à la fois une fresque historique qui donne le vertige, tant on y croise toutes les grandes figures révolutionnaires, une œuvre puissante d'une rare sensibilité et l'un des plus beaux chants d'amour à la révolte et à la liberté. Un monument de la littérature anarchiste enfin traduit intégralement en français.

Qui a tué mon père d'Edouard Louis

Edouard Louis retrace l'histoire politique des dernières années à travers l'histoire du corps de son père, meurtri par les réformes des gouvernements successifs. La politique : une question de vie ou de mort. Le livre s'ouvre sur une scène : le fils de retour chez lui, après le départ de son milieu rural. Edouard Louis ne reconnaît plus ce père, son père. Ce corps déformé, rendu infirme précocement par des conditions de travail inhumaines à l'usine.
A partir de là, de façon éparse, l'auteur convoque, presque au fil de la plume, ses souvenirs, pour déconstruire les rapports de violence et de domination qui imprègnent l'univers rural et populaire de son enfance. Les dates s'enchainent, en même temps que les anecdotes, conférant à ce court livre le caractère d'une récit intimiste, d'une confession – celle de l'amour porté par un père à son fils, et réciproquement. Aux anecdotes familiales se superposent les accusation politiques, visant personnellement les responsables des réformes ayant assassiné le corps de son père : Valls, El-Khomri, Holland, Sarkozy ou Macron.

Dernière sommation de David Dufresne

Dans le Paris de l'insurrection, un enquêteur indépendant : Étienne Dardel. Une jeune réalisatrice, Vicky, qui tombe aux marches de l'Assemblée nationale. Sa mère, sur un rond-point du Tarn, passée du Parti socialiste au Rassemblement national.
Le directeur de l'Ordre public, un républicain qui veut croire en la police. Place Beauvau, un ministre qui tweete et qui tangue.
Et tout un monde qui traverse Dernière sommation comme un tableau vivant : garde du corps incontrôlable, street medic courageuse, président assiégé, policiers en roue libre, éditorialistes compromis, entre mensonges et raison d'État.
Le grand roman de l'insurrection, tout en urgence et en modernité.

IL N'Y AURA PAS DE RETOUR À LA NORMALE CAR LA NORMALITÉ ÉTAIT LE PROBLÈME

slogan célèbre des révolté.e.s de Hong Kong

Occupation de BlackRock à Paris

Quand on s'est engagé pour le climat, on nous a dit qu'il fallait faire des 'écogestes'. Fermer le robinet, éteindre la lumière, prendre le vélo, utiliser un peu moins son téléphone. Nous ne nous sommes pas privés d'appliquer certaines de ces propositions qui faisaient sens pour nous. Mais nous ne voulons pas être tenus pour responsables de la crise écologique quand les multinationales et les Etats, eux, ne font rien pour fermer le robinet du pétrole, éteindre la lumière du nucléaire, prendre le vélo pour sortir du capitalisme, et arrêter de nous bassiner avec la 5G qui nous permettra juste de voir le monde brûler en HD sur nos écrans.

Nous répandrons notre jeunesse et notre gaieté partout où ils sèment la mort et la désolation. Nous leur rendrons la vie insupportable jusqu'à ce qu'ils finissent par fuir sur des îles désertes. Et puisque nous voulons vivre une belle vie, nous continuerons, de notre côté, à cultiver les sols, à nous entraider, et aller à la rencontre de tous ceux et celles qui veulent sortir du pétrin où ils nous ont mis. Notre joie ne sera jamais intimidable. Joyeux anniversaire, jeunes en grève pour le climat ! Nous avons cessé d'attendre !

Extrait du communiqué de Désobéissance Écolo Paris

Tous ensemble ?!

Je n'irai plus aux événements des syndicats classiques, tant qu'ils :
n'appellent pas à la destitution intégrale du gouvernement et des institutions anti-démocratiques en place
ne pousent pas vers une grève reconductible dure et longue des secteurs clés bloquant l'économie
n'élargissent pas les revendications et exigences à des tas d'autres questions que les retraites, notamment la précarité, la démocratie, le climat, l'écologie
qu'ils ne dénoncent pas les principes et structures du capitalisme comme étant le problème majeur, et donc tant qu'ils n'appellent pas au renversement du capitalisme ou au moins à sa mise en laisse courte avec muselière solide.

S'ils ne font pas ça face au régime macroniste, face au capitalisme totalitaire et écocidaire, soit ils sont dépassés, soit complices, soit obsolètes, et alors dans tout les cas ils ne servent pas à grand chose de bon.

Après des mois de luttes contre la réforme retraites, ces syndicats n'ont pas bougé leur ligne.
Etre ensemble oui, mais à condition d'avoir à peu près les mêmes objectifs (les modes d'action peuvent être divers). On ne peut plus juste repeindre ou rallonger nos chaînes, on doit les briser, c'est une question de survie.
Heureusement, une part croissante des syndiqués de base commence à se "giletjauner". Coopérons et élargissons nos complicités.

Camille Pierrette

Impression Veziant - Crest - ne pas jeter sur la voie publique